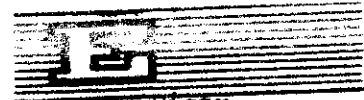


49801



Distr. . .
LIMITÉE

E/ECA/PSD.3/26
12 décembre 1983

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

NATIONS UNIES

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Troisième session de la Conférence
commune des planificateurs,
statisticiens et démographes africains

Addis Abeba, 5-14 mars, 1984

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

INSTITUTS RÉGIONAUX DE FORMATION EN MATIÈRE DE POPULATION

RAPPORT D'ACTIVITÉS

TABLE DE MATIÈRES

PARAGRAPHES

I.	Introduction	1 - 3
II.	IFORD : Formation et Recherche	4 - 8
III.	RIPS : Formation et Recherche	9 - 15
IV.	Principaux problèmes rencontrés à l'IFORD Problèmes scolaires et administratifs	16 - 25
V.	Problèmes de financement	26 - 30
VI.	Principaux problèmes rencontrés au RIPS - Problèmes scolaires et administratifs	31 - 35
VII.	Problèmes de financement	36 - 43

I. Introduction

1. Les documents intitulés "Aperçu de la formation de spécialistes en matière de planification, de statistique et de démographie" (E/ECA/PSD.3.11) présenté en séance plénière et "Rapport sur les activités en matière de population au cours de la période 1982-1983 et Programme de travail pour l'exercice biennal 1984-1985" (E/ECA/PSD.3/27) dont est saisi le Comité de la démographie traitent de la formation démographique dispensée par les deux instituts régionaux africains - l'Institut de formation et de recherche démographiques (IFORD) et l'Institut régional d'études démographiques (RIPS) situés respectivement à Yaoundé et Accra. L'objet du présent document est donc d'appeler l'attention du Comité de la démographie sur les principaux points examinés dans les deux documents précités, de faire l'étude des problèmes de gestion rencontrés par l'IFORD et le RIPS et de passer en revue les mesures que le secrétariat a prises, ou envisage de prendre, pour résoudre ces problèmes. Le Comité de la démographie est invité à examiner ces problèmes et à formuler des recommandations visant à les surmonter, et ce, dans le cadre d'une meilleure gestion future de ces deux instituts. En outre, il est invité à émettre des suggestions sur leur orientation future.

2. Le secrétariat de la CEA a continué à être chargé de la gestion de l'IFORD et du RIPS, ayant initialement assumé cette tâche au cours de l'année 1980-1981 en application de la résolution 32/179 de l'Assemblée générale. Les statuts modifiés des deux instituts, qui prévoient leur régionalisation, ont été approuvés par la Conférence des ministres de la Commission à sa huitième réunion tenue à Tripoli en 1982 et adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 37/404 du 21 décembre 1982.

3. Les cours dispensés à l'IFORD et au RIPS visent principalement à donner aux étudiants une solide formation théorique en démographie, à leur faire acquérir une expérience pratique dans le rassemblement et l'analyse des données, à leur faire effectuer des recherches et à leur faire comprendre les tendances démographiques et leurs rapports avec les facteurs socio-économiques.

II. IFORD : Formation et Recherche

4. Le principal cours de formation offert à l'IFORD dure deux ans et conduit au Diplôme d'études démographiques. L'admission se fait par concours. Les matières étudiées sont la démographie, les enquêtes, les méthodes quantitatives et d'autres matières comme la population et le développement.

5. En outre, les étudiants de première année organisent une enquête sur le terrain et passent près du quart de leur temps à la faire et à traiter les données ainsi rassemblées. En deuxième année, ils analysent les données. Entre 1973 et 1983, 148 étudiants sont entrés à l'IFORD dont 133 ont obtenu le Diplôme. L'IFORD envisage d'admettre au cours des quatre prochaines années 20 étudiants par an.

6. De plus, l'IFORD organise un cours d'un an d'initiation à la recherche pour les étudiants qui ont obtenu le Diplôme. Ceux-ci participent aux activités de recherche de l'Institut et font également des recherches individuelles sous la supervision de démographes plus expérimentés. Trois démographes en moyenne suivent chaque année ce cours.

7. L'IFORD organise à l'échelon national des cours de niveau intermédiaire de brève durée (six semaines environ) sur la démographie et les statistiques sociales. En outre, il organise chaque année des cours de recyclage d'un mois environ axés sur un sujet présentant un intérêt particulier pour les démographes africains.

8. L'IFORD a poursuivi ses activités en matière de recherche et de publication. Des enquêtes ont été effectuées dans cinq villes africaines (Yaoundé, Ouagadougou, Lomé, Cotonou et Libreville) sur la mortalité infantile et juvénile à partir d'une méthode mise au point par l'Institut. Au cours des quatre prochaines années, l'IFORD axera ses recherches sur l'analyse des données recueillies à partir de ces enquêtes. Les publications de l'IFORD occupent une place importante dans ses activités puisqu'il encourage la recherche dans les Etats membres.

L'IFORD publie depuis 1970 "Démographie africaine" qui donne des informations sur les activités et les travaux démographiques réalisés dans la région. Il publie également depuis 1975 "Les Annales de l'IFORD" qui présente les travaux de recherche effectués à l'Institut.

III. RIPS : Formation et Recherche

9. Le principal cours de formation offert au RIPS dure un an et est sanctionné par le Graduate Diploma in Population Studies (Diplôme d'études démographiques) que délivre l'Université du Ghana. Il assure une formation intensive en démographie technique, en mathématiques et statistiques, en démographie pure, en économie et en sociologie. En outre, on apprend aux étudiants à planifier et à réaliser des enquêtes sur le terrain et on leur enseigne les méthodes de recherche fondamentale. De plus, le RIPS organise un cours de recherche dirigée de 18 mois environ conduisant à la Maîtrise d'études démographiques. Sont admis à suivre ce cours (théorie et travaux pratiques) les titulaires du Diplôme d'études démographiques ou d'un Diplôme équivalent. Il est par ailleurs prévu d'offrir un cours que sanctionnera la remise d'un doctorat.

10. Entre 1972 et 1982, 276 étudiants ont été admis au RIPS. Dix-neuf d'entre-eux n'ont pas terminé le cours, 23 le suivent toujours, tandis que 201 ont obtenu le Diplôme. Au cours de cette même période, 81 étudiants ont été admis au cours sanctionné par une Maîtrise d'études démographiques et 33 l'ont terminé avec succès. En outre, cinq mémoires ont été approuvés sous réserve de révision, tandis que neuf ont été soumis pour examen et que 24 sont en cours d'élaboration.

11. Au cours des quatre prochaines années, le RIPS envisage d'admettre chaque année aux cours sanctionnés par le Diplôme d'études démographiques et par la Maîtrise d'études démographiques une trentaine et une dizaine d'étudiants respectivement. Des mesures ont également été prises pour changer le Diplôme en une Maîtrise et cette Maîtrise en Doctorat.

12. Outre ces cours ordinaires, le RIPS a aidé à l'organisation de programmes de formation ad hoc à l'intention des cadres moyens des pays qu'il dessert. De plus, il envisage d'organiser chaque année des cours pour démographes se consacrant à des sujets spécialisés. En juillet 1983, 44 démographes ont ainsi participé à un programme de ce type qui a porté sur les méthodes d'estimation de la fécondité et de la mortalité en Afrique.

13. Le RIPS a également prêté des services consultatifs aux Gouvernements de la région et aux organismes internationaux. C'est ainsi qu'en collaboration avec la CEA, il a été chargé de réaliser cinq enquêtes démographiques sur la base desquelles a été planifié le transfert de la capitale du Nigéria. Les résultats de ces efforts conjoints de la CEA et du RIPS ont été publiés dans quatre volumes. Vu le renforcement de ses effectifs, le RIPS se propose d'élargir ses services consultatifs à condition que ses programmes de formation ne s'en ressentent pas.

14. Le RIPS a été très actif dans le domaine de la recherche. Les étudiants qui préparent une Maîtrise font des recherches sur des sujets choisis en consultation avec les organisations qui les parrainent. C'est dans leurs pays d'origine qu'ils font les travaux pratiques. En ce qui concerne les activités de recherche, le RIPS a obtenu des résultats intéressants sur les méthodes d'estimation indirectes, qui, ont été décrits lors du séminaire sur les méthodes d'estimation de la fécondité et de la mortalité en Afrique et qui seront publiés prochainement. Les activités entreprises dans ce domaine ainsi que celles relatives à l'élaboration d'une théorie générale de population stable se poursuivront tout au long des quatre prochaines années et bénéficieront de la création d'un laboratoire démographique au Ghana.

15. En ce qui concerne la diffusion des informations, le RIPS publie trois bulletins - "Bulletin du RIPS", "Démographie africaine" et "Bulletin du PIDSA" - qui fournissent des renseignements sur les travaux en cours à l'Institut ainsi que sur les activités en matière de population en Afrique. Il publie aussi un journal bi-annuel intitulé "Condensés du PIDSA" dans le cadre du système d'information et documentation dans le domaine de la population pour l'Afrique (PIDSA). Un stage de formation à l'intention des documentalistes spécialistes de l'information dans le domaine de la population a été organisé et deux manuels sur l'information et la documentation dans le domaine de la population ont été publiés, tandis qu'un recueil d'informations sur la population en Afrique est en cours de préparation.

IV. Principaux Problèmes Rencontrés à l'IFORD

Problèmes Scolaires et Administratifs

16. Au début de 1983, une mission d'évaluation du FNUAP a visité l'IFORD et soulevé un certain nombre de questions dont certaines avaient été soulevées auparavant. On en trouvera ci-après un état récapitulatif :
17. La principale critique faite de l'examen d'entrée est qu'il comprend essentiellement des épreuves de mathématiques et de statistiques. Ce qui tend à décourager non seulement les candidats qui ont terminé leur formation universitaire depuis quelques années et travaillé dans des bureaux de statistique. Mais encore ceux qui ne possèdent pas une bonne connaissance des mathématiques et des statistiques.
18. Au programme d'études, la mission lui a reproché d'être de pas trop axé sur les mathématiques, les statistiques pour la construction de modèles et le rassemblement de données et de ne l'être pas assez sur l'analyse démographique, reprenant aussi les critiques faites par la mission d'évaluation du FNUAP en 1976-1977.
19. Certains pays ne reconnaissent toujours pas la valeur du Diplôme de l'IFORD lorsqu'ils fournissent un emploi à ses détenteurs. On a critiqué le fait qu'aucun examinateur extérieur à l'Institut ne participe à la correction des copies d'examen à l'issue du programme de formation.
20. La mission a mis en cause la compétence de certains des spécialistes de l'IFORD. En effet, deux seulement ont une formation démographique. Trois ne possèdent des compétences qu'en statistique et en économie, quatre sont titulaires du Diplôme de l'IFORD et aucun des chefs de section n'est démographe.
21. Des mesures sont actuellement prises pour créer un comité ad hoc chargé d'examiner ces critiques ainsi que la proposition d'intégration de l'IFORD à l'Université de Yaoundé. Les principaux arguments avancés en faveur de cette intégration sont qu'elle légitimerait le diplôme délivré par l'IFORD, améliorerait les conditions d'admission et le choix du personnel enseignant, et élargirait l'horizon intellectuel des étudiants.
22. L'IFORD a rencontré des problèmes lorsqu'il a cherché à développer ses activités de recherche. En effet, il accordait la priorité à la formation, de manquait de personnel et de fonds propres à lui permettre de les réaliser.
23. Une des tâches de l'IFORD est de promouvoir et de renforcer la recherche démographique dans les pays qu'il dessert. Cela fait intervenir des travaux de recherche, la diffusion de publications donnant des renseignements et des données sur les populations africaines, ainsi que l'organisation de réunions à caractère scientifique au cours desquelles les démographes travaillant en Afrique peuvent présenter et examiner les travaux réalisés, pour lesquels davantage de fonds sont requis.

24. L'IFORD a effectué des enquêtes sur la mortalité infantile et juvénile dans cinq villes africaines à partir d'une méthode qu'il a lui-même élaborée. Du fait toutefois de contraintes financières, ces enquêtes ne peuvent être faites dans d'autres villes. C'est pourquoi il est suggéré qu'au cours de quatre prochaines années, le programme de recherche de l'IFORD soit principalement axé sur le traitement et l'analyse des données recueillies au cours de ces enquêtes.

25. De plus, l'IFORD a des problèmes de gestion administrative et financière qui, sont notamment liés aux entrées et aux décaissements des fonds extra-budgétaires, au système de comptabilité, à l'administration des voyages du personnel et à l'octroi des bourses. Des mesures sont prises pour y remédier et la nomination d'un personnel administratif et financier compétent permettra sans doute de l'améliorer considérablement. Par ailleurs, la CEA assumera dans un proche avenir son rôle de supervision et des missions seront régulièrement effectuées pour surveiller étroitement le fonctionnement de l'IFORD.

V. Problèmes de Financement

26. Le fait que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), principale source de financement de l'IFORD, ait décidé de ramener de 858 000 en 1983 le montant de son aide à 700 000 dollars en 1984, (soit une diminution de 20 p. 100 environ) est peut-être le problème le plus grave que connaisse cet Institut. Le FNUAP a expliqué que cette forte diminution était attribuable au niveau élevé des fonds qu'avait reçu l'Institut dans le passé, le plus élevé qu'ait jamais reçu un Institut de formation. La mission d'évaluation du FNUAP à l'IFORD a examiné les conséquences de cette diminution et recommandé que le fonds alloués par le FNUAP couvriraient notamment les traitements de quatre fonctionnaires internationaux : un directeur, un spécialiste de démographie pure, un spécialiste des méthodes de recherche, des statistiques et du sondage ainsi qu'un spécialiste de la population, de la planification du développement et des corrélations socio-économiques. Outre un spécialiste détaché par le Gouvernement français et trois spécialistes détachés par le Gouvernement camerounais, l'IFORD compte actuellement six fonctionnaires internationaux.

27. Le FNUAP s'est engagé à continuer de financer l'Institut pendant quelques années encore mais il a indiqué qu'il réduirait ensuite fortement le montant de son aide. C'est avec cela à l'esprit qu'il faudrait songer à intégrer pleinement l'IFORD à l'Université de Yaoundé, ce qui permettrait à long terme d'assurer l'existence de services de formation démographique dans la région africaine.

28. Il a été recommandé à la réunion du Conseil d'administration de l'IFORD en 1982 que la priorité soit accordée au personnel fourni par le Gouvernement camerounais lorsque sont recrutés des fonctionnaires internationaux pour l'IFORD. Vu les contraintes financières actuelles et les règles régissant le recrutement des fonctionnaires internationaux, il pourrait être difficile de donner suite à cette proposition.

29. La régionalisation de l'IFORD rendra les 25 pays desservis par cet Institut partiellement responsables de son financement. En 1982, le Conseil d'administration a fixé les contributions de chaque Etat membre à 7 000 000 de francs CFA pour 1982 et 1983. Ces fonds serviront à payer les traitements du personnel local, à acheter du petit matériel et à financer les réunions du Conseil d'administration et du Comité consultatif. Au 1er septembre 1983 toutefois, six pays seulement avaient payé leurs contributions. Le Bénin, le Congo et la République-Unie du Cameroun avaient payé leurs contributions pour les deux années, la République centrafricaine et le Sénégal pour une année et la Guinée pour trois années. Au total, elles se chiffraient à 37,9 millions de francs CFA, soit seulement 22 p. 100 du montant prévu si tous les Etats (au nombre de 25) avaient payé leur contributions. C'est pourquoi l'IFORD a eu et continue d'avoir des problèmes pour payer les traitements du personnel local. Il est suggéré que les représentants nationaux suivent de près la situation avec les ministères compétents de leurs pays et s'assurent que les contributions à l'IFORD soient payées.

30. On craint que le bon fonctionnement futur de l'IFORD ne souffre de la réduction financière envisagée par le FNUAP et du non-paiement des contributions par la plupart des pays, lesquels devraient accroître leur aide financière à l'Institut.

VI. Principaux Problèmes Rencontrés Par Le RIPS

Problèmes scolaires et administratifs

31. Au début de 1983, une mission d'évaluation du FNUAP s'est rendu au RIPS - où il a soulevé un certain nombre de questions dont quelques-unes sont abordées ci-dessous.

32. La mission a reproché au RIPS de trop sacrifier dans le cadre du cours sanctionné par un Diplôme général les lectures individuelles aux conférences. Ce cours est cependant en voie de restructuration; il aura une durée de 12 mois et sera sanctionné par une Maîtrise. Un comité de révision du programme a été créé afin de le restructurer, de réduire le volume de travail et de veiller à diminuer les heures consacrés aux conférences sans pour autant altérer le contenu des cours.

33. Bien que le cours sanctionné par une Maîtrise doive normalement être d'une durée de 12 mois après le Diplôme, les étudiants ne terminent jamais leur mémoire à temps et il leur faut souvent deux ans pour achever leurs études. Cela tient en partie au fait qu'en général les étudiants font des travaux pratiques dans leurs pays d'origine, ce qui leur prend beaucoup de temps. En outre, une fois ces travaux terminés, ils rentrent au RIPS pour y traiter et analyser les données, tâche très longue dans laquelle ils se heurtent à des problèmes considérables, le RIPS ne disposant pas à l'heure actuelle de son propre ordinateur. Il a été proposé que les étudiants entrent au RIPS avec des données sur leur pays d'origine soit utilisent des données sur les populations africaines disponibles au RIPS, ce qui leur éviterait de devoir rentrer au pays, opération longue et onéreuse, pour y effectuer leurs travaux pratiques. On espère que le RIPS

disposera au début de 1984 d'un ordinateur et d'un logiciel auxiliaire, de fonds ayant été alloués à cet effet. Cet ordinateur permettra non seulement de mener plus en avant les activités de recherche mais encore aidera les étudiants préparant une Maîtrise à traiter les données pour leur mémoire.

34. La mission a critiqué la pratique actuelle consistant à utiliser des étudiants ghanéens qui préparent leur Maîtrise comme assistants de recherche. Nombre d'entre eux reçoivent un salaire du ministère qui les a envoyés au RIPS, une bourse des Nations Unies ainsi qu'un traitement du RIPS pour les rémunérer de leurs services. Vu la conjoncture économique actuelle au Ghana rien ne pousse ces étudiants à présenter rapidement leur mémoire. Il a été suggéré qu'en régionalisant le RIPS, on mette fin à cette pratique qui est inéconomique et improductive.

35. Par ailleurs, le RIPS a des problèmes administratifs qui sont liés à la gestion et au contrôle des fonds provenant d'autres sources que le FNUAP ainsi qu'aux procédures administratives régissant l'octroi des bourses de perfectionnement. Les récentes améliorations apportées à l'organisation administrative du RIPS et le fait que cet Institut soit désormais chargé de gérer ses fonds pourraient atténuer ces problèmes. La CEA assumera également son rôle de supervision dans un proche avenir et des missions seront régulièrement effectuées pour surveiller étroitement le fonctionnement du RIPS.

VII. Problèmes de Financement et autres Problèmes

36. Le fait que le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population (FNUAP), principale source de financement du RIPS, ait décidé de ramener de 365 250 dollars en 1983 le montant de son financement à 700 000 dollars en 1984 (soit une diminution de 20 p. 100 environ) est peut-être le problème le plus grave que connaisse cet Institut. Le FNUAP a expliqué que cette forte diminution était attribuable au niveau élevé des fonds accordés dans le passé. Il s'est engagé à continuer à financer l'Institut pendant quelques années encore, mais il a indiqué qu'il réduirait ensuite fortement le montant de son aide. C'est pourquoi il sied d'envisager le financement à long terme du RIPS ainsi que sur les mesures à prendre pour garantir l'existence de services de formation démographique en Afrique.

37. Comme pour l'IFORD, le FNUAP propose que quatre postes internationaux seulement soient financés pour le RIPS; celui de directeur, celui d'un spécialiste des questions de population, de la planification du développement et des corrélations socio-économiques, celui d'un spécialiste de démographie pure ainsi que celui d'un spécialiste des méthodes de recherche, des statistiques et du sondage. Actuellement, le RIPS compte six postes internationaux. On craint que le bon fonctionnement du RIPS ne se ressente de la réduction financière envisagée et de la perte éventuelle de cadres détachés par le Gouvernement ghanéen.

38. On procède actuellement à la régionalisation de l'IFORD et du RIPS et on prévoit que les pays participeront pleinement à leur gestion d'une part en assistant aux réunions des organes directeurs de ces Instituts et d'autre part en versant leurs contributions.

Pour ce qui est de ces dernières, les perspectives ne sont guère brillantes et un nouvel appel a été lancé aux pays membres pour qu'ils s'acquittent de leurs responsabilités.

39. On espère que les problèmes seront résolus et qu'ils ne compromettent donc pas l'avenir de l'IFORD et du RIPS.

40. Contrairement à l'IFORD, le RIPS n'a pas pu tenir la première session de son nouveau Conseil d'administration. Il a certes essayé de la tenir en décembre 1982 mais sans succès, la plupart des pays membres du Conseil d'administration n'ayant pas assisté à la réunion d'Accra. On espère qu'elle pourra avoir lieu au début de 84 et que les pays membres y participeront.

41. Le RIPS connaît un problème grave, celui de la difficile conjoncture qui prévaut dans le pays hôte. Le personnel enseignant, les étudiants et l'Institut lui-même ont dû à faire face à une pénurie de produits de base. Le manque de nourriture, d'eau, de fourniture de bureau et d'autres articles dont on se sert tous le jours a perturbé les conditions normales de vie et les étudiants ont éprouvé de très sérieuses difficultés à se concentrer sur leurs études, les amenant même à se mettre en grève du 27 février au 17 mars 1982 et du 18 au 25 avril 1983. C'est la nourriture qui constitue la principale revendication des étudiants. Le Directeur du RIPS a pris des mesures en vue d'importer des produits de base de Lomé (Togo). Toutefois, on ne sait pas si ces mesures pourront avoir un caractère permanent et régulier puisque les frontières entre le Togo et le Ghana sont fermées et que les transports maritimes entre Accra et Lomé sont très irréguliers.

42. Du fait des problèmes économiques du pays hôte, certains pays ne manifestent guère d'enthousiasme pour envoyer des étudiants au RIPS. De même, après avoir obtenu le Diplôme d'études démographiques, quelques étudiants ont refusé, pour les mêmes raisons, de rester au Ghana pour y suivre le programme sanctionné par la Maîtrise.

43. Depuis le 9 mai 1983, le campus de l'Université du Ghana où se trouve le RIPS est fermé. L'Institut a toutefois obtenu du Gouvernement ghanéen la permission de poursuivre ses activités. Mais quand on sait que les services administratifs de l'Université ne fonctionnent qu'à temps partiel, que les étudiants du RIPS ne peuvent disposer que de la moitié des chambres qui leur sont réservées et qu'aucun des restaurants universitaires n'est ouvert, on se rend compte que la situation est loin d'être normale.